

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.97.590

2 octobre 1997

(97-4150)

## Comité des obstacles techniques au commerce

### NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère des transports et des travaux publics L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification peut être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [ ], 5.6.2 [ ], 5.7.1 [ ], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Véhicules automobiles des catégories M, N et O, véhicules à moteur à trois roues, motocyclettes, cyclomoteurs, bicyclettes, véhicules pour handicapés, tracteurs, autocars et voitures à vitesse réduite
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Règlement du Ministre des transports, des travaux publics et de la gestion de l'eau portant établissement de prescriptions permanentes concernant les véhicules (Règlement sur les prescriptions permanentes)
6.	Teneur: Ce projet de règlement énonce les prescriptions auxquelles les véhicules spécifiés au point 6 doivent satisfaire sur la route et lors des inspections périodiques.
7.	Objectif et justification: Sécurité routière, sécurité des personnes transportées et protection de l'environnement
8.	Documents pertinents: Ce projet de règlement est fondé sur le chapitre 5 des Règles concernant les véhicules, elles-mêmes fondées sur la Loi de 1994 sur la circulation routière.
9.	Date projetée pour l'adoption: 19 novembre 1997 Date projetée pour l'entrée en vigueur: 20 novembre 1997
10.	Date limite pour la présentation des observations: 18 novembre 1997  Les Pays-Bas procéderont à la mise en oeuvre de la mesure envisagée après 45 jours si, entre-temps, aucune observation ni aucune demande de prorogation du délai n'a été présentée par d'autres Membres.
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de télécopie d'un autre organisme: